

JEAN PING, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE : «Il faut que le pouvoir libyen se désolidarise du traitement infligé aux Noirs»

Des arguments pour expliquer la position de l'Union africaine sur la crise libyenne, le président de la Commission de l'Union africaine (ex-ministre des Affaires étrangères du Gabon) en a développé beaucoup tout en faisant comprendre que l'Union africaine n'est pas encore près de voir siéger en son rang la Libye nouvelle. Il explique très largement pourquoi et insiste très fortement sur deux des conditions mises à cette reconnaissance : la fin des hostilités et celle du traitement infligé aux Noirs.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

C'est à un véritable exercice d'explication que s'est livré Jean Ping, président de la Commission de l'Union africaine mercredi à Paris lors d'une conférence de presse au Centre d'accueil de la presse étrangère. Manifestement, le responsable de l'UA a voulu battre en brèche toutes les critiques qui se sont abattues sur la gestion par l'Union africaine de la crise libyenne ou, pire encore, par son silence et ce que d'aucuns ont même appelé «sa connivence» avec le pouvoir de Kadhafi. Tout en remontant l'histoire de la crise libyenne et le positionnement de l'UA, Jean Ping a tenté de convaincre que l'organisation africaine a été en permanence conséquente dans ses positions : une feuille de route en cinq points a été présentée très tôt (dès le 10 mars, donc bien avant les autres) aux deux parties, CNT et gouvernement de Tripoli. L'Union africaine s'est prononcée sur la crise libyenne le 10 mars 2011, autrement dit deux jours avant que l'Union européenne ne se prononce, un jour avant que la Ligue arabe ne le fasse et sept jours avant que le Conseil de sécurité n'adopte la résolution 1973. C'est par une feuille de route en cinq points, explique M. Ping, que nous nous sommes prononcés et dont le fondement est «que nous étions du côté du peuple libyen». Qu'a-t-il été inscrit dans cette feuille de route ? D'abord la cessation immédiate des hostilités ; un gouvernement d'union nationale destiné à préparer une Constitution et la mise en place d'instruments nécessaires en vue de rendre la parole aux Libyens et «pour travailler avec toutes les parties libyennes et pour stabiliser la situation et promou-

voir la démocratie». L'Objectif ultime de son institution est, dit-il, «la démocratisation, l'Etat de droit et la justice». La Libye, n'ayant pas été dotée de constitution, ni de partis politiques ni encore de syndicats ni globalement d'institutions et fonctionnant sur le seul Livre vert, unique référence, le souci de l'Union africaine est «que les autorités de transition préparent la nouvelle Constitution et tout ce qui est nécessaire pour aller aux élections». Dans le préambule de la feuille de route de l'Union africaine, il est clairement dit, nous apprend son président en exercice, «que Kadhafi ne fera pas partie des négociations». Rappelant encore que l'UA a été la première à avoir une feuille de route et que seule la Turquie en avait une, les autres ayant décidé «d'un embargo et on verra après». «Nous, nous sommes toujours là, explique-t-il, et ce sont les autres qui viennent nous rattraper sur notre feuille de route». Ces mêmes autres, que ne nomme pas explicitement le président «qui veulent changer deux ou trois hommes», alors que l'Union Africaine dit clairement vouloir changer le système. Et pour convaincre de la clairvoyance de la commission de l'Union africaine et de son expérience du terrain dans le continent (Madagascar, Guinée...) pour sortir de situations de crises, M. Ping affirme qu'avec la résolution 1973 et la prise de décision de mise en place d'une zone d'exclusion aérienne et celle ayant chargé l'Otan d'entreprendre les bombardements, «nous savions qu'à la fin des bombardements on reviendrait à la table des

négociations» et de demander : «Est-ce que nous avons eu tort d'avoir raison tout le temps ?» Même si l'UA a condamné très tôt, dès le 23 février et par deux communiqués écrits «les brutalités et usages excessifs de la force et armes mortelles», personne n'en parle d'ailleurs et certains journaux ont même affirmé que nous n'avions rien dit», affirme le président. «Nous nous sommes rendu compte que contrairement à ce qui se passait en Tunisie et en Égypte, où il s'agissait de révolutions populaires et pacifiques que nous avons reconnues et accompagnées parce que nous estimions que c'étaient des révolutions légitimes même si elles n'avaient pas de légalité.» Dès lors que la révolution libyenne est arrivée, l'UE, déclare-t-il, a constaté qu'il s'agissait d'une guerre civile et à cet effet l'organisation continentale craignait «compte tenu de notre propre expérience, la guerre civile, la partition et la souverainisation» et cela est déjà arrivé, rappelle M. Ping, en Somalie et en Irak. Par ailleurs, et lorsque il est écrit par la presse que le CNT, créé le 17 février était composé du royaliste Senoussi, d'anciens collaborateurs de Kadhafi, d'Al Qaïda, de salafistes, de démocrates, de sociétés civiles, d'avocats et que cette presse écrit que le seul problème qu'ils avaient est qu'ils détestaient Kadhafi, alors «nous nous sommes demandés «est-ce que c'est suffisant pour en faire un programme». Il est vrai qu'aujourd'hui le CNT a gagné en crédibilité et en envergure et que l'on s'achemine vers plus de clarté. Dans le communiqué sanctionnant la rencontre du 26 août dernier à Addis-Abeba, insiste le président, et particulièrement en son paragraphe 6, il est clairement dit que «l'on encourage les parties libyennes à accélérer le processus devant amener à la formation d'un gouvernement de transition inclusif qui sera le bienvenu pour occuper le siège de la Libye à l'Union africaine». Que

veut dire ce paragraphe 6 du dernier communiqué de l'Union africaine ? Son président explique : «La Libye est un pays fondateur de l'Union africaine. Personne ne peut lui enlever ce droit. Personne ne peut l'exclure.» Seulement, poursuit-il, «qui siégeait et occupait le siège de la Libye ? Depuis la fondation de l'Union, c'est le gouvernement de Tripoli, or, aujourd'hui, ce ne sera plus le gouvernement de Tripoli et l'Union africaine attend que la transition vienne. La presse, encore elle, tonne M. Ping, lui fait dire tout le contraire et cela est grave». Aux nombreux reproches écrits par des journaux occidentaux qui considèrent que l'Union africaine est liée à Kadhafi parce qu'il leur donne de l'argent et c'est pourquoi il font la queue auprès de lui, le président a une réponse des plus cinglantes : «Aujourd'hui, vous affirmez qu'il y a 150 milliards de dollars. Où sont ces milliards. Sont-ils dans les banques africaines ou en Suisse ?» Plus précis, il avance : «Les 70 milliards de la Libyan Investment Authority étaient placés où ? Aucun de cet argent n'était placé en Afrique, mais dans la banque HSBC, à la Société générale, dans des actions en Europe et une partie dans des immeubles au Royaume-Uni. Seuls 7 milliards de dollars, sur les 150, étaient consacrés à l'investissement en Afrique dans l'achat d'hôtels, de stations-service. Est-ce un péché d'aller acheter en Afrique lorsqu'on avait déjà acheté en Europe et ailleurs ?» Quant à l'impact de la révolution libyenne sur ses voisins et notamment sur l'Algérie, le président de la commission UA n'a pas été par quatre chemins. A la question de savoir quel est l'impact de la révolution libyenne sur les pays du Sahel et les risques terroristes qui pouvaient s'ensuivre, alors qu'Alger tenait au même moment une rencontre sur cette question, M. Ping a eu cette réponse, malheureusement peu développée : «La Libye a pour voisins la

Tunisie, l'Algérie, l'Égypte et au sud le Soudan, le Niger, le Tchad, le Mali et, accessoirement, la Mauritanie. Vous savez ce qui est arrivé déjà dans ces pays. Des armes ont été distribuées par-ci, par-là et sont déjà dans le désert. Depuis longtemps, dit-il, nous disions attention et attention, vous allez déstabiliser tous les pays de la zone.» Et pour M. Ping, ce sont des armes sophistiquées qui circulent dans le désert depuis la Mauritanie jusqu'en Somalie et cette zone est devenue un boulevard : les trafiquants de drogue, ceux qui viennent de Colombie, ceux qui viennent d'Afghanistan avec l'héroïne et tout cela passe au marché général. «Nous sommes devenus une zone de transit, de passage mais le marché final, c'est l'Europe.» Et d'attirer encore l'attention sur tous ces trafics d'humains, de drogue et toute forme de terrorisme. Outre cet aspect sur lequel l'UA attire l'attention, le président de cette institution a surtout développé sur un autre aspect, le traitement infligé aux Noirs, et sur lequel il interpelle non seulement le CNT mais aussi les pays de la coalition et toutes les opinions. L'Union africaine a demandé des garanties au CNT pour la constitution d'un gouvernement représentatif de la Libye (de ses trois grandes régions) mais l'a interpellé pour qu'il se désolidarise des assassinats et des tortures contre les Noirs. «Nous en parlons dit M. Ping, depuis le 10 mars expliquant les choses simplement : il y a des mercenaires en Libye, c'est sûr. Beaucoup sont noirs, cela est sûr aussi. Mais il n'y a pas que des Noirs. Sachant que le tiers de la population en Libye est noire, et si ces derniers sont tous mercenaires parce qu'ils sont noirs, cela veut-il dire que le tiers de la population libyenne est mercenaire dans son pays, chez eux ?» Et non sans humour, il conclut : «Parfois, on les appelle conseillers techniques lorsqu'ils sont blancs.»

K. B.-A.

Contrôle du système financier

Ce concept de «démondialisation» est un peu le socle du programme et de la campagne pour la présidence de 2012 d'Arnaud Montebourg, député, président du Conseil général de Saône-et-Loire et candidat à la primaire socialiste. Il en a fait un livre «Votez pour la démondialisation» et l'a largement explicité au cours d'une conférence mercredi dernier destinée à la presse étrangère. Le concept, la démarche, les outils qu'il propose pour parvenir à cette démondialisation nous ont paru intéressants à présenter, en les résumant avec le risque, que nous assumons, d'être réducteur. L'intéressé étant aujourd'hui et demain en visite à Alger (voir programme ci-contre), il ne manquera sûrement pas d'apporter tous les éclairages sur sa démarche intéressante pour la France mais aussi pour tous nos pays du Sud.

Il a fait le choix, dit-il, «de bâtir sa campagne sur ce que nous devons faire dans la mondialisation». Et pour ce faire, un état de ce qu'a été la mondialisation depuis 15 ans s'impose. Une situation caractérisée par la désindustrialisation dans les pays d'Europe ; des dégâts considérables pour les peuples en Europe et ce, en termes de niveau de salaires, d'appauvrissement et de déclin économique ; les avantages pour les pays du Sud insuffisants, des chômeurs au Nord et des esclaves au Sud (un des chapitres de son livre) et en fin de compte, les gagnants de cette mondialisation sont les puissances qui ont accumulé des excédents et qui s'en servent non pas au profit de leurs peuples mais au détriment des équilibres mondiaux. Voilà pourquoi Montebourg pense que le moment est venu de faire un autre choix, d'opter pour une autre orientation politique. En un mot, d'organiser une sorte de reprise de contrôle du système financier et donc de le mettre sous la tutelle du pouvoir politique. La question qui se pose aujourd'hui et que posent tous les mouvements populaires qui naissent ici et là est qui payera la crise. Est-ce que c'est le système financier qui l'a provoquée ou alors les contribuables et les citoyens innocents qui la subissent ? Il est, dit-il, hors de question qu'encore

une fois, le système financier l'emporte. Voilà pourquoi ses propositions de démondialisation financière consistent à reprendre le contrôle du système bancaire de mise sous tutelle. Mais attention, il ne s'agit pas d'un système de nationalisation parce qu'en l'occurrence, il est hors de question qu'on indemnise les propriétaires des banques qui ont commis de graves fautes. Quelle approche alors ? La proposition de démondialisation de Montebourg s'articule autour de 12 points et dont l'essentiel est : interdire un certain nombre d'activités aux banques, mettre des instances de surveillance dans les conseils d'administration ; retirer les licences quand les banques commettent des fautes, les obliger au rapatriement des avoirs dans les paradis fiscaux et les obliger aussi à fermer leurs filiales dans ces paradis, taxer leurs profits pour rembourser les dettes et donc de faire finalement que la banque redevienne un service pour l'intérêt général et pas pour l'intérêt de quelques-uns. A noter en particulier dans les propositions qu'a détaillées M. Montebourg, celle relative à des mesures d'embargo à destination ou en provenance des paradis fiscaux de sorte que l'ensemble de ces territoires relèvent la fiscalité sur capital et fassent cesser le secret bancaire et qu'il soit

appliqué aux déposants ou à leurs ayants droit une fiscalité les mettant à contribution pour le remboursement des dettes publiques. Le surendettement des particuliers que Montebourg qualifie de «surprises à la française» figure aussi dans ses propositions qui envisagent, pour le million de Français dans cette situation et à qui on applique des taux d'intérêt de 23 à 24% et qui ne pourront jamais rembourser, un effacement non pas du capital mais du niveau de taux, rendant ainsi justice à ces personnes. La taxe sur les transactions financières que propose le candidat socialiste, en mutualisant la part des dettes publiques pesant sur l'ensemble des Etats membres de la zone Euro, doit être regroupée dans une agence européenne de la dette, pas celle liée à la mauvaise gestion gouvernementale de ces pays mais à celle strictement inhérente à la crise puisqu'elle peut être chiffrée et distinguée aussi de la dette liée à l'histoire de ces pays.

Pour Montebourg, ces mesures, qu'il qualifie tout de même de prohibitives, de presque sécuritaires, de sécurité économique et financière, il les défend toutefois et a grand espoir de voir de nombreux partenaires les adopter car, dit-il, «nous avons un bien com-

mun à défendre l'euro qui reste à sauver et à défendre». Et à la consœur d'*El Watan* qui l'interpellait «quid de l'impact de la mondialisation sur les pays arabes en pleine révolution ?» Montebourg a d'abord rappelé que la démondialisation est une pensée venue du Sud avant de déclarer : «Ce que vous avez connu dans les révolutions dans les pays arabes frappera à travers le mouvement d'indignation généralisé qui est en train de se répandre dans les pays occidentaux et frappera nos pays. Il y a un bel exemple à suivre dans les révolutions arabes. Là aussi, un cycle politique vertueux est en train de créer les conditions d'une nouvelle croissance économique et certainement les chemins d'une prospérité à retrouver car la démocratie va de pair avec le développement. Il y a un réveil politique du monde arabe qui débouchera sur la sécurité juridique, l'Etat de droit, la limitation de l'arbitraire et donc l'attractivité pour l'investissement et surtout l'espérance pour la jeunesse de ces pays, les laissés-pour-compte de la période précédente à la fois au plan politique et économique. Le recul de la corruption passera par l'instauration d'un Etat de droit solide, donc par la démocratie.»

K. B.-A.

Une question du *Soir d'Algérie* à Arnaud Montebourg

Le Soir d'Algérie : Quel est votre point de vue sur la position de l'Algérie quant aux révolutions arabes et que pensez-vous de tous ceux qui se demandent aujourd'hui s'il n'y a pas de risque notamment en Libye, mais pas seulement, d'arrivée en première ligne des islamistes ?

Arnaud Montebourg : Je crois que l'expérience de la décennie noire algérienne a apporté des enseignements aux peuples qui ont compris que l'islamisme était un recul plutôt qu'un progrès. C'est pourquoi je suis assez confiant sur la maturité du peuple en Tunisie et de tous les peuples d'ailleurs du Maghreb qui ne se sont pas défaits d'une dictature pour se jeter dans les bras d'une autre. Aussi, j'espère que l'ensemble des dirigeants des pays arabes feront eux-mêmes la révolution sans attendre que les peuples la fassent, si vous voyez ce que je veux dire !

K. B.-A.

Des Syriens manifestent devant leur ambassade à Alger

Un rassemblement s'est tenu hier, devant l'ambassade de la Syrie à Ben Aknoun (Alger), après un appel conjoint du Comité de soutien des revendications du peuple syrien en Algérie et de la Coordination algérienne pour le soutien à la révolution syrienne. Ils étaient près de 150 personnes, principalement des Syriens résidant en Algérie. Brandissant les deux drapeaux algérien et syrien, les manifestants scandaient des slogans hostiles au président Bachar El Assad : «Bechar dégage !», «Ya Bachar ya aâmil, Souria mich Israil» (Bachar est un agent, mais, la Syrie n'est pas Israël), «Ya Bachar ya djassouss» (Bechar est un espion), «Le peuple veut l'exécution du président»... «Nous exprimons notre indignation contre ce que subissent nos concitoyens au pays et nous demandons à l'ambassadeur syrien de s'allier à notre peuple. Nous demandons également à l'Algérie de retirer son ambassadeur de la Syrie pour dénoncer la tuerie commise contre notre peuple», a indiqué le D^r Michel Sattouf, représentant du comité. Pour lui, aujourd'hui, il n'est plus question de changement de régime ou de Constitution. «Le président a fait preuve d'une incapacité à gérer une crise profonde, en perpétrant un massacre contre les citoyens. Le peuple exige son exécution», a-t-il encore souligné.

Rym Nasri